



ENFOPRENSA

AGENCIA CENTROAMERICANA DE NOTICIAS

6° année / n° 265

du 12 au 18 avril 1988

POLITIQUE

La guerre psychologique continue.
On demande au gouvernement d'encourager le dialogue.
Les parlementaires ont discuté du désarmement.

ECONOMIE

Impossibilité de payer la dette.

FORCES INSURRECTIONNELLES

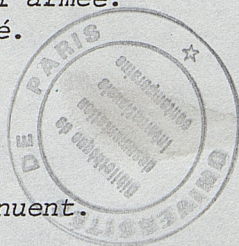
L'URNG cause 723 pertes dans les rangs de l'armée.
Les affrontements continuent dans le Quiché.

MOUVEMENT POPULAIRE

Appui à la RUOG.
Les violations des droits de l'homme continuent.
Marche des travailleurs.

DROITS DE L'HOMME

L'escadron de la mort menace la RUOG.
Plus de trois actes répressifs par jour.
Le GAM dément l'armée.
Les disparitions continuent - Fedefam.



4° P. 12315

POLITIQUE

LA GUERRE PSYCHOLOGIQUE CONTINUE.

Des inconnus ont fait exploser trois bombes, dans la nuit du 18 avril, à l'intérieur du pays et dans la ville de Guatemala, à la suite de la visite des membres de la RUOG qui a donné lieu à une série de menaces de la part des fonctionnaires du gouvernement et de l'armée. Deux des engins, de fabrication artisanale, ont explosé dans la localité de Chimaltenango, à 55 kms à l'ouest de la capitale. En sont sortis des tracts sur lesquels on demandait la liberté de Castillo et Menchu. La troisième bombe a explosé au centre de la capitale guatémaltèque, provoquant des dommages matériels, en particulier aux bureaux de la ligne aérienne mexicaine qui a amené les membres de la RUOG dans le pays.

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'ENCOURAGER LE DIALOGUE.

Le groupe des "Verts" du parlement de la République Fédérale Allemande a demandé, le 15 avril, que soit acceptée et promue par le gouvernement Vinicio Cerezo la proposition de la Commission Nationale (CNR) de soutenir le dialogue national. Dans une déclaration publiée dans la presse locale, les parlementaires demandent aussi au gouvernement de Cerezo d'appliquer effectivement les accords de Esquipulas, en profitant de toutes les possibilités de dialogue avec l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG). Toutefois, les "Verts" considèrent que le respect des droits de l'homme est une condition fondamentale pour obtenir une véritable démocratisation dans le pays. Ils ont également dénoncé une série de faits de répression contre les secteurs populaires et syndicaux au cours des jours derniers.

LES PARLEMENTAIRES ONT DISCUTE DU DESARMEMENT.

Entre le 11 et le 16 avril s'est tenue dans la ville de Guatemala la 79ème conférence de l'Union Interparlementaire Mondiale (UIP) avec la participation de représentants de plus de 100 pays. Durant la rencontre les parlementaires ont mis à l'ordre du jour de leurs discussions le thème de la crise centraméricaine au sujet de laquelle les pays latino-américains ont présenté un projet de résolution qui condamne l'invention des U.S.A. dans la région et "leur politique agressive vis-à-vis du Nicaragua et du Panama". Le président de la UIP, Hans Sercken, a proposé aux nations centraméricaines la construction de "communautés économiques" qui rendent plus perméables leurs frontières, parce que la "garantie de la paix tient à la conjonction des politiques internes et externes des pays du monde". Il a cependant ajouté qu'il est absolument nécessaire, pour faire l'apprentissage de la démocratie, de renforcer les mécanismes de coopé-

ration. Le thème de l'armement a servi de cadre général aux débats. Les parlementaires ont souligné le danger qui tient au fait que l'humanité est en train de passer par l'étape d'armement maximum de toute son histoire et ils ont demandé à leurs gouvernements respectifs de continuer à réaliser des efforts en faveur du désarmement, du développement économique et de la paix mondiale.

ECONOMIE

IMPOSSIBILITE DE PAYER LA DETTE.

La dette externe de l'Amérique Latine devra être considérée comme un sujet politique plus qu'économique. C'est l'opinion de certains parlementaires de la région qui ont assisté à la 79ème conférence de la UIP qui s'est tenue dans la ville de Guatemala du 11 au 16 avril. D'après leurs déclarations, les pays débiteurs de la région maintiennent fermement leur position de ne pas payer la dette externe si ce paiement affecte leurs communautés. "On ne peut pas laisser les peuples démunis du minimum qui leur nécessaire pour subvenir à leurs besoins primaires, seulement pour pouvoir payer le service de la dette", ont-ils souligné. Les délégués argentins, dominicains, vénézuéliens, brésiliens et mexicains, ont assuré que "la dette aujourd'hui ne peut plus être payée dans la mesure où les peuples de nos pays ont à faire face à de multiples problèmes sociaux".

FORCES INSURRECTIONNELLES

L'URNG CAUSE 723 PERTES DANS LES RANGS DE L'ARMEE.

Les forces de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) ont causé 723 pertes à l'armée dans les trois premiers mois de l'année. Cette information a été donnée par la radio Voz Popular dans son émission du 14 avril. En faisant le décompte, la station émettrice des insurgés a indiqué que l'armée essaie d'occulter le niveau réel des affrontements avec la guérilla lorsqu'elle déclare que "la guerre fait partie du passé", malgré le nombre élevé des pertes qu'elle subit. Voz Popular a dénoncé la continuation des bombardements intensifs perpétrés par l'armée de l'air guatémaltèque contre les populations civiles non combattantes. Ceux-ci ont fait de nombreuses victimes. La station émettrice a fait également un appel aux universitaires pour "s'incorporer à la guérilla et aux milices paysannes" après avoir dénoncé le mitraillage des installations de la faculté d'odontologie de l'Université de San Carlos dans les jours précédents.

LES AFFRONTEMENTS CONTINUENT DANS LE QUICHE.

Un affrontement et une embuscade tendue aux forces gouvernementales par l'URNG ont été rapportés par l'armée. Les actions ont eu lieu les 6 et 7 avril dans le département nord-ouest du Quiché. Le bilan de ces opérations a été de 6 morts, dont celle d'un officier, et de 4 blessés. L'information souligne l'embuscade tendue par les forces de l'URNG à un convoi de l'armée dans le canton de Playa Grande, au cours de laquelle les insurgés ont utilisé des fusées connues sous le nom de "bâtons chinois".

MOUVEMENT POPULAIRE

APPUI A LA RUOG.

A la suite de la capture de Rolando Castillo Montalvo et de Rigoberta Menchu, membres de la RUOG, diverses organisations syndicales ont manifesté le 18 avril pour le rejet de la mesure gouvernementale et en appui aux exilés. "Il n'est pas possible que, sur une simple dénonciation, on capture des gens honnêtes et valeureux qui viennent travailler pour le bien du Guatemala", c'est ce qu'a exprimé le syndicat des travailleurs de l'organe judiciaire en même temps qu'il faisait savoir qu'il avait demandé l'intervention de l'archevêque Prospero Penados en faveur de Castillo et Menchu. Par ailleurs, des membres de la police ont empêché le groupe d'appui mutuel (GAM) d'arriver jusqu'à l'endroit où les opposants de la RUOG ont été détenus. Toutefois, Castillo et Menchu ont reçu l'appui des étudiants universitaires, qui ont réalisé une marche de protestation contre leur détention et qui, à l'annonce de leur libération, ont réalisé un meeting dans le parc central avec la participation de représentants d'organisations syndicales. La manifestation est passée devant l'hôtel où a été finalement logée la délégation de la RUOG.

LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME CONTINUENT.

Les principaux groupes syndicaux, étudiants et des droits de l'homme du pays ont dénoncé, le 14 avril, la persistance de la violation des droits de l'homme "au niveau extrême" au Guatemala. Dans une lettre ouverte publiée par la presse locale ils affirment devant les délégués de l'Union Interparlementaire mondiale réunis dans la ville de Guatemala, que "durant les trois derniers mois de 1987 et depuis le début de cette année, la répression a été intense contre la population civile non combattante, de la part de l'armée gouvernementale". Dans le document ils sollicitent également la cessation des actions répressives et que soit annulé le décret qui accorde une amnistie aux militaires responsables de milliers de crimes commis durant les gouvernements antérieurs et durant celui qui est actuellement en place. Ils demandent également l'application des accords de Esqui-

pulas II, dans lesquels il est stipulé qu'il "est d'importance vitale de continuer les conversations entre le gouvernement et l'URNG, comme le sent et le veut la majeure partie de la population qui souhaite la solution du conflit interne".

MARCHE DES TRAVAILLEURS.

Les travailleurs syndiqués ont effectué, le 16 avril, une marche dans la localité d'Amatitlan, près de la ville de Guatemala, pour protester contre la situation enregistrée actuellement dans l'entreprise textile LUNAFIL et dans d'autres fabriques. Durant la marche, organisée par l'Union Nationale des Travailleurs du Guatemala (UNSI TRAGUA), les syndicalistes ont protesté contre le conflit de LUNAFIL où les travailleurs ont 10 mois de retard de salaire et où la construction d'une muraille par les propriétaires de l'entreprise les empêche d'accéder aux installations. L'UNSI TRAGUA proteste également pour la mise à la porte de 30 travailleurs de la fabrique d'accumulateurs "Victor" occasionnée, en novembre dernier, par leur appartenance au syndicat.

DROITS DE L'HOMME

L'ESCADRON DE LA MORT MENACE LA RUOG.

L'escadron de la mort "Mano blanca" a annoncé, dans un communiqué publié le 14 avril à travers les médias, qu'il entreprendrait des actions contre les délégués de la RUOG et ceux qui les accompagnent. L'organisation d'extrême-droite a menacé de créer "un précédent que les marxistes guatémaltèques n'oublieront jamais", en se référant clairement aux opposants guatémaltèques, Rolando Castillo Montalvo, Rigoberta Menchu, Frank La Rue et d'autres personnalités qui ont annoncé leur visite au pays pour le 18 avril. Après quelques autres déclarations il a ajouté "nous faisons un appel à tous les Guatémaltèques pour qu'ils évitent de s'approcher de ces guérilleros marxistes car nous ne voulons pas que d'autres personnes, respectables et saines d'esprit, puissent souffrir les conséquences des actions que nous projetons exclusivement contre les délégués et leurs suiveurs".

PLUS DE TROIS ACTES REPRESSIFS PAR JOUR.

C'est ce qu'a attribué aux forces gouvernementales la radio insurgée Voz Popular, dans une dénonciation faite le 14 avril. Selon la station émettrice de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG), cette moyenne a été établie sur la base des 340 actes répressifs qui ont été enregistrés durant les premiers mois de l'année en cours. Sur ce total on compte 196 assassinats, 104 détentions/dispersions et 29 personnes blessées à la suite d'attentats commis par les forces de sécurité ; c'est ce qu'a signalé la radio.

LE GAM DEMENT L'ARMEE.

Le Groupe d'Appui Mutuel (GAM) a rejeté, le 12 avril à Campo Pagado, les accusations de l'armée faisant état du fait que ses membres auraient envahi des installations militaires dans le département d'El Quiché, au nord-ouest du pays. L'organisation humanitaire signale que ses membres se sont rendus à la base d'El Quiché dans le but de remettre un rapport où ils exposent les exactions de l'armée contre l'intégrité physique et les libertés des parents de certains disparus en voulant obliger ceux-ci à signer des documents qui disculpent les responsables des tueries. Le document signale que la délégation du GAM, composée de quatre personnes, n'a pas été reçue par les autorités militaires et qu'on les a obligées à se retirer, sous la menace, de la porte de la base en question.

LES DISPARITIONS CONTINUENT - FEDEFAM.

La Fédération de parents de détenus disparus (FEDEFAM) a fait savoir, le 11 avril au Vénézuéla, que plus de 90.000 personnes ont disparu dans la région latino-américaine après avoir été arrêtées par des corps de sécurité. Cette déclaration a été faite par la secrétaire exécutive de l'organisation, Loyola Guzman. Dans un communiqué le comité de direction de la FEDEFAM a affirmé que la disparition forcée de personnes se poursuit dans des pays comme le Guatemala, le Chili, le Salvador et certains autres pays. Environ 500 personnes auraient disparu durant la dernière année, selon les dépositions qui ont été recueillies par la Fédération. Cependant, l'année 1987 présente des caractéristiques nouvelles qui ont amené la FEDEFAM à la qualifier "d'année de l'impunité", d'après ses dirigeants.